

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.342/Add.1

31 juillet 1997

(97-3232)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

Addendum

La communication des Pays-Bas reproduite ci-après est distribuée conformément à l'article 10.6.

Le texte ci-après est à joindre à la notification G/TBT/Notif.97.342.

ANNEXE

Loi de 1997 sur les armes et les munitions

L'objet de la Loi de 1997 sur les armes et les munitions est de permettre le contrôle de la possession légale d'armes et la lutte contre la possession illégale d'armes, pour des raisons de sécurité (publique). A cette fin, la loi énonce l'interdiction de porter sur soi des armes et des munitions, d'en avoir en sa possession, d'en transporter, d'en susciter l'entrée, la sortie ou le transit, ou d'en fabriquer, d'en réparer ou d'en modifier. La loi prévoit plusieurs possibilités de dérogation en vertu desquelles ces interdictions ne sont pas applicables, sous certaines conditions, à des catégories déterminées d'armes et de munitions (exemptions, dispenses, licences, autorisations et permis). Les motifs d'exemption sont décrits dans la loi ou, au titre de la loi, dans le Règlement sur les armes et les munitions (qui doit aussi être notifié à l'état de projet). Pour l'admission au bénéfice d'une des possibilités de dérogation, qui ont le caractère de licences, le dépôt d'une demande est toujours obligatoire. Dans certains cas, clairement définis dans la loi, la licence peut être refusée. En outre, les exemptions, dispenses, licences, autorisations et permis peuvent être accordés sous réserve de restrictions et peuvent être assortis de conditions spécifiques. Le Ministre de la justice a été chargé de fixer d'autres prescriptions à cet égard: c'est chose faite avec la loi faisant l'objet du présent addendum et le Règlement sur les armes et les munitions. La loi énonce donc, pour des raisons de sécurité, des règles strictes avec un ensemble exhaustif et détaillé de prohibitions, d'exigences en matière de licences et d'autres prescriptions, visant à empêcher que des produits qui, de par leur nature, constituent un danger (pour la vie), comme les armes et les munitions, entrent sans contrôle dans l'espace judiciaire néerlandais et puissent y circuler sans entrave.

Compte tenu de la nature du sujet couvert, il est d'une urgente nécessité, pour des raisons de sécurité, que la loi soit promulguée et mise en vigueur immédiatement. La promulgation et l'entrée en vigueur immédiates ne sont possibles que quand des problèmes urgents de sécurité, de santé, de protection de l'environnement ou de sécurité nationale se posent ou menacent de se poser, ainsi qu'il est disposé au paragraphe 10 de l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

./.

Selon le gouvernement néerlandais, les circonstances justifient actuellement une promulgation immédiate. Il existe une incertitude, surtout pour les citoyens, quant à l'applicabilité de l'actuelle Loi sur les armes et les munitions, par suite de la décision rendue par la Cour européenne de justice dans l'affaire C-194/94 (ECR 1996, p. I-2201), dans laquelle la Cour a examiné les conséquences juridiques de la non-notification de prescriptions techniques. Il existe un flou autour de la question de savoir dans quelle mesure les dispositions nationales régissant la fabrication, la possession et l'utilisation d'armes et de munitions peuvent être appliquées, et donc dans quelle mesure les pouvoirs publics peuvent effectivement engager des actions contre des personnes contrevenant aux dispositions relatives aux armes et aux munitions. Les risques liés à l'existence de cette incertitude sont énormes, compte tenu des dangers qui en découlent pour la santé et la sécurité publiques. Il est donc absolument essentiel que la Loi de 1997 sur les armes et les munitions soit promulguée et mise en vigueur immédiatement.